

**COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCEY VOID  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 26 FEVRIER 2020**

Envoyé en préfecture le 11/03/2020

Reçu en préfecture le 12/03/2020

Affiché le

ID : 055-200066157-20200226-9\_2020-DE

**Objet : Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes**

L'an deux mille vingt, le vingt-six février, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le vingt février 2020, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs.

Etaient présents :

**Boncourt sur Meuse** : MIDENET Éric ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean Marie  
**Burey en Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey -La-Côte** : LANGARD Jean Michel ; **Chalaines** : SANCHEZ Christine  
*suppléante de HOCQUART Patrick* ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville Malaumont** : LANTERNE  
Bruno ; **Commercey** : LEFEVRE Jérôme, BARREY Patrick, , GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, RICHARD  
Suzel, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez sur Meuse** :  
HENRION Mauricette ; **Euville** : FERIOLI Alain, HIRSCH Philippe, SOLTANI Denis ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN  
Jacques ; **Lérrouville** : BRUNO Patricia, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson sur Barboure** : PETITJEAN Joël ;  
**Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Claude ;  
**Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis *suppléant de GUILLAUME*  
*François* ; **Pagny la Blanche Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny sur Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI  
Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny la Salle** : ASSADOURIAN Marc ; **Rigny Saint Martin** : POIRSON Éliane ;  
**Saint Aubin sur Aire** : FALLON Luc ; **Saint Germain sur Meuse** : ANDRE Patrick ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sorcy**  
**Saint Martin** : DELOGE Robert, MARTIN Franck ; **Ugny sur Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : BON Bénédicte ;  
**Vaucouleurs** : DINE Régis, FAVE Francis, GEOFFROY Alain ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** :  
GAUCHER Alain, BOKSEBELD Virginie, ROCHON Sylvie

Suppléant présent sans pouvoir de vote

**Laneuville-au-Rupt** : LUX Michel

Absents

**Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Chalaines** : HOCQUART  
Patrick ; **Commercey** : BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, CAHU Gérald CARE Florent, DABIT Annette, LE  
BONNIEC Alain, PAILLARDIN Delphine, MAROTEL Jacques, VAUTRIN Jean-Philippe ; **Erneville-Aux-Bois** : DRUPT  
Hubert ; **Euville** : HERY Joël ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean  
Charles ; **Maxey-sur-Vaise** : DINTRICH Jean Luc ; **Mélny le Petit** : BOUCHOT Christian ; **Ménil-La-Horgne** :  
CONNESON Jean Claude ; **Montbras** : THOMAS Claude ; **Montigny les Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-**  
**Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME François ; **Pont sur Meuse** : GRUYER Reynald ;  
**Saulvaux** : LEROUX Patrice ; **Sauvoy** : THIRIET Philippe ; **Sepvigny** : LIEGAUT René ; **Taillancourt** : MAZELIN  
François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vaucouleurs** : GIANNINI Cédric ; **Vignot** : BUCQUOY Régine, THOMAS  
Guylaine, CHAFF Daniel ; **Void-Vacon** : LHERITIER Jean Paul ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Pouvoirs ont été donnés à :

BIZARD Michel de CONNESON Jean-Claude, FERIOLI Alain de HERY Joël, ORBION Claude de LAFROGNE Nicolas,  
BESSEAU Frédéric de BISSINGER Michel, POIRSON Eliane de LIEGAUT René, LEMOINE Olivier de BOUROTTE  
Liliane, BARREY Patrick de CARE Florent, GUCKERT Olivier de LE BONNIEC Alain, CAUMIREY Dominique de  
DINTRICH Jean-Luc, THIRIOT Elise de DABIT Annette

Secrétaire de séance : FIGEL Régis

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 50

Nombre de pouvoirs: 10

Nombre de suffrages exprimés : 60

VOTES : Pour : 60 - Contre : 0 – Abstention : 0

**26/02/2020 Délibération n°9-2020**

Le cadre légal est venu légitimer et sécuriser l'action des collectivités en matière d'égalité femmes-hommes avec :

- la loi du 12 mars 2012 qui dispose que les collectivités rédigent un rapport sur la situation comparée des femmes et des hommes en matière d'égalité professionnelle (qui alimente le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes objet de ce guide, mais ne se confond pas avec) ;
- la loi du 21 février 2014 qui fait de l'égalité femmes-hommes une priorité transversale de la politique de la ville ;
- la loi du 4 août 2014 qui dispose, entre autres, que les collectivités mettent en œuvre une politique intégrée de l'égalité entre femmes et hommes ;

Première loi globale en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, la loi n°2014-873 du 4 août 2014 ambitionne d'impulser une nouvelle génération de droits : les droits à l'égalité réelle et concrète.

Portant de nombreuses dispositions relatives à l'égalité professionnelle, à la parité, à la lutte contre la précarité, contre les violences faites aux femmes, contre les atteintes à la dignité, elle cherche à impliquer la société dans son ensemble.

L'article 61 de la loi du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes prescrit aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants de présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Comme le prévoit la loi, le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est venu préciser le contenu du rapport.

Le rapport concerne le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation :

Celui-ci comporte deux volets :

- un volet interne relatif à la politique de ressources humaines de la collectivité employeuse en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,

Le rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur en présentant sa politique ressources humaines en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Sont notamment reprises les données du rapport de situation comparée.

Il comporte un bilan des actions menées et des ressources mobilisées et décrit les orientations pluriannuelles.

Ce bilan et ces orientations concernent notamment :

- les rémunérations et les parcours professionnels,
- la promotion de la parité dans le cadre des actions de formation,
- la mixité dans les filières et les cadres d'emploi,
- l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle,
- la prévention de toutes les violences faites aux agents sur leur lieu de travail,
- la lutte contre toute forme de harcèlement.

- un volet territorial qui concerne les politiques d'égalité menées sur son territoire

Il présente les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Des orientations pluriannuelles et des programmes de nature à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes sont ainsi fixés.

Il comporte un bilan des actions conduites à cette fin et recense les ressources mobilisées à cet effet.

Seules les dispositions prévues par le décret s'imposent aux collectivités concernées.

Le rapport doit être présenté devant l'organe délibérant préalablement au débat de débat ni de vote. Le cas échéant, une délibération permet toutefois d'attester

Envoyé en préfecture le 11/03/2020  
Reçu en préfecture le 12/03/2020  
Affiché le  
ID : 055-200066157-20200226-9\_2020-DE

Le rapport n'étant pas transmis aux services de l'État, cette délibération permet d'attester de son existence et de sa présentation.

Cette dernière sera transmise avec le budget au représentant de l'État. Toutefois, comme la délibération portant sur le débat d'orientation budgétaire, la délibération relative à la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ne comporte aucun caractère décisoire et constitue une mesure préparatoire à l'adoption du budget primitif.

Le conseil communautaire, à l'unanimité,

Vu le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

**PREND** acte de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes préalablement au débat sur le projet de budget 2020

*Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.*

*Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

**Le Président**



**Francis LECLERC**

Date de convocation : 20/02/2020

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.